



Commune du Miroir

Révision du Plan Local d'Urbanisme



Révision générale du PLU

PROCÉDURE

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de LE MIROIR
Séance du 26 Janvier 2018**

Date de convocation : 19/01/2018 Nombre de conseillers en exercice : 14 Présents : 10

L'an deux mille dix-huit et le vingt-six janvier à vingt heures trente, le conseil municipal de **LE MIROIR** s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Jean-Paul RAVASSARD.

Etaient présents : M. RAVASSARD Jean-Paul, Mme GONNOD Stéphanie, Mme BUISSON Muriel, M. RODOT Romain, M. MOISSONNIER Jean-Paul, M. ROUSSEL Frédéric, M. JAILLET David, M. HUMBERT Jean-Claude, Mme TURCHET Lydie et M. HANSEL-CLEMARON Pierre.

Etaient absents : Mme RAFFIN Brigitte, Mme BOULLY Edith, M. BOUDIER Thierry et M. BOUDET Mickaël

Mme Brigitte RAFFIN a donné pouvoir à M. Jean-Paul RAVASSARD
M. Thierry BOUDIER a donné pouvoir à M. Jean-Paul MOISSONNIER

.....
N° 2018- 06 OBJET : Révision du PLU

Monsieur Le Maire informe l'assemblée, que suite aux informations transmises au syndicat mixte et au chef de projet de BLI, il apparaît que notre PLU n'est pas en cohérence avec le SCOT.

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) constitue pour la commune une opportunité de mener une nouvelle réflexion sur son développement à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé. Il convient également d'y intégrer le plus en amont possible les enjeux du développement durable, conformément aux principes fondamentaux énoncés par les articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme.

Le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de prescrire une révision générale du PLU.
En effet, la révision du PLU permettra :

- De mettre en compatibilité le document d'urbanisme communal avec le Schéma de Cohérence Territorial de la Bresse Bourguignonne (SCOT) approuvé le 26 juin 2017. Le document actuel n'est pas compatible avec le SCOT, sur les points suivants :
 - Les zones à ouvrir à l'urbanisation, dite zones AU et les zones constructibles en dehors de l'enveloppe urbaine représentent une superficie supérieure aux objectifs fixés dans le SCOT,
 - Aucun scénario de croissance démographique n'est défini,
 - Moins de 2/3 des extensions d'habitat (zones AU ou zone d'extension des Cartes Communales en dehors de l'enveloppe urbaine) sont localisées au niveau du centre-bourg et dans les hameaux principaux,
 - Une zone constructible (zones AU, dents creuses des PLU ou zone constructible des Cartes Communales est située sur un réservoir de biodiversité.
- De valoriser le centre du village en le dynamisant et le rendant attractif,
- De diversifier l'offre de logements notamment locatifs,
- De lutter contre l'étalement urbain et le mitage, très présent sur notre commune,
- De préserver et remettre en état les continuités écologiques de la trame verte et bleue.

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-8 et suivants et L. 103-2 et suivants,
- Vu le code l'environnement,
- Vu le schéma de cohérence territoriale de la Bresse Bourguignonne approuvé le 26 juin 2017,
- Vu le PLU de Le Miroir approuvé le 01/02/2008, révisé le 23/09/2011.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1. De prescrire, sur l'intégralité du territoire communal, la révision générale du PLU avec pour objectifs :
 - De mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT de la Bresse bourguignonne approuvé le 26 juin 2017,
 - De valoriser le centre du village en le dynamisant et le rendant attractif,
 - De diversifier l'offre de logements notamment locatifs,
 - De lutter contre l'étalement urbain et le mitage, très présent sur notre commune,
 - De préserver et remettre en état les continuités écologiques de la trame verte et bleue.

Les objectifs définis ci-dessus constituent la phase actuelle de la réflexion communale. Ils pourront évoluer, être complétés, éventuellement revus ou précisés en fonction des études liées à la révision du PLU. Ces évolutions, modifications ou abandons seront justifiés par les documents constitutifs du PLU.

2. D'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillés ci-dessus.

3. De définir, conformément aux articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, les modalités de concertation suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

Cette concertation revêtira la forme suivante :

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- article spécial dans la presse locale,
- articles dans le bulletin municipal,
- distribution d'un document d'information,
- dossier disponible en mairie.

Les moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat sont :

- un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture,
- possibilité d'écrire au maire,
- une réunion publique sera organisée avec information préalable dans le bulletin municipal, la presse locale.

La municipalité se réserve la possibilité de compléter par toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

Cette concertation se déroulera jusqu'à l'arrêt projet de PLU. À l'issue de cette concertation, M. le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

4. De confier, conformément aux règles des marchés publics une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du PLU à un cabinet d'urbanisme non choisi à ce jour.

5. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique de la révision générale du PLU.
6. de solliciter de l'État, du Conseil régional et du Conseil Départemental une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à l'élaboration d'un PLU,
7. D'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement,
8. D'associer à la révision du PLU, les personnes publiques citées aux articles L.132-7, L.132 9 et L.132-10 du code de l'urbanisme,
9. De consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du code l'urbanisme,
10. De notifier, conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération :
- au préfet de Saône-et-Loire ;
 - au président du Conseil Régional ;
 - au président du Conseil Départemental ;
 - aux présidents des Chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture ;
 - au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de programme local de l'habitat, dont la commune est membre;
 - au président du Syndicat Mixte de la Bresse Bourguignonne chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale (SCoT) ;
 - au président de l'EPCI dont est membre la commune lorsque cet établissement public de coopération intercommunale n'est pas compétent en matière de plan local d'urbanisme ;
11. De notifier la présente délibération aux communes limitrophes.

Conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.

La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité ainsi que sa transmission au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement.

Cet exposé entendu, le conseil municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** la révision du PLU
- **AUTORISE**, le maire à faire les démarches nécessaires.

Certifié exécutoire pour avoir été
reçu à la Sous-Préfecture le 01.02.2018
et publié, affiché ou notifié le

le Maire
Jean-Paul RAVASSARD

Pour copie certifiée conforme

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de LE MIROIR
Séance du 25 octobre 2019**

Date de convocation : 18/10/2019 Nombre de conseillers en exercice : 13 Présents : 10

L'an deux mille dix-neuf et le vingt-cinq octobre à vingt heures trente, le conseil municipal de **LE MIROIR** s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Jean-Paul RAVASSARD.

Etaient présents : M. RAVASSARD Jean-Paul, M. BOUDET Mickaël, Mme GONNOD Stéphanie, M. RODOT Romain, M. MOISSONNIER Jean-Paul, M. ROUSSEL Frédéric, Mme PERRIN Lydie, M. JAILLET David, Mme BOULLY Edith et M. BOUDIER Thierry,

Etaient excusés : Mme BUISSON Muriel, M. HANSEL-CLEMARON Pierre et M. HUMBERT Jean-Claude.
M. Pierre HANSEL - CLEMARON a donné pouvoir à Mme GONNOD Stéphanie
Mme Muriel BUISSON a donné pouvoir à M. ROUSSEL Frédéric

Secrétaire de séance : Mme GONNOD Stéphanie

.....

N° 2019- 59 OBJET : Débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-2, L 151-5, L 151-12,
VU la délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2018 prescrivant la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune avec la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation,
VU le document relatif au débat des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) tel qu'il est annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite,

Il rappelle aux membres du Conseil Municipal que le PADD est un document au caractère obligatoire composant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui doit être débattu en Conseil Municipal en application de l'article L 153-12 du Code de l'urbanisme.

Le PADD du PLU de la Commune du MIROIR, outil de prospective territoriale, permet de définir les objectifs essentiels en matière de développement du territoire. Il exprime les volontés et les ambitions de la collectivité dans le respect des grands principes énoncés aux articles L 151-2, L 151-5, L 151-12 du Code de l'Urbanisme.

Selon l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme, le PADD définit :

- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.
- Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Conformément à l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du PLU.

M. le Maire expose les enjeux à prendre en compte :

- La protection des secteurs relevant d'un périmètre informatif ou règlement pour leur qualité environnementale : ZNIEFF, zones humides, corridors écologiques, monument historique, etc. ;
- La préservation de l'harmonie architecturale, des caractéristiques patrimoniales et paysagères de la commune ;
- L'anticipation du changement climatique et la réduction des dépenses énergétiques ;
- Le desserrement des ménages, le vieillissement de la population et la croissance démographique régulière de ces vingt dernières années ;
- Le raccordement aux réseaux publics : eau, assainissement, électricité, télécommunication, etc.

D'autres invariants influencent les choix d'aménagement, à savoir :

- Un relief peu marqué, avec une différence d'altitude n'excédant pas 40 mètres, mais une topographie qui laisse entrevoir de légers vallonnements ainsi que de larges vues sur le Revermont ;
- Des entités paysagères typiques oscillant entre des paysages de « plaine bressane » et de « vallées bressanes » ;
- Un réseau hydrographique omniprésent sur la commune avec la présence de nombreux ruisseaux dont la Gizia ;
- La présence de secteurs environnementaux : ZNIEFF de type II, zones humides, boisements (Bois du Miroir, du Séquestre, du Villard, etc.) ;
- Des périmètres de réciprocité à respecter vis-à-vis notamment des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Les nuisances sonores et la pollution de l'air générées par l'autoroute A39 et le Circuit de la Bresse (sur la commune de Frontenaud) ;
- Les risques technologiques à prendre en compte (notamment liés aux canalisations de matières dangereuses) ;
- Les réseaux d'assainissement qui peuvent présenter des anomalies ;
- Le cadrage des documents supra-communaux tels que le SCoT de la Bresse Bourguignonne, le SDAGE Rhône-Méditerranée, etc.

Considérant que la présente délibération n'est pas soumise au vote

APRES EN AVOIR DEBATTU, LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE :

- **PREND ACTE** de la tenue ce jour du débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables proposées en vue de la révision du PLU du MIROIR.
La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexé le projet de PADD
- La présente délibération sera transmise à Madame la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Louhans.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/10/2019
Reçu en préfecture le 30/10/2019
Affiché le 30/10/2019
ID : 071-217103001-20191025-2019_59-DE



Pour copie certifiée conforme



**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de LE MIROIR
Séance du 21 octobre 2020**

Date de convocation : 13/10/2020 Nombre de conseillers en exercice : 14 Présents : 11

L'an deux mille vingt et le vingt et un octobre à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal du **MIROIR** à la suite de la crise sanitaire s'est réuni à la salle polyvalente sous la présidence de M. Philippe CAUZARD.

Etaient présents : M. Philippe CAUZARD, M. Éric BOULLY, M. Hugues NICOLAS, Mme Sergine JANZEGERS, M. Bernard GAUTHIER, M. Romain RODOT, Mme Virginie SIMONIN, Mme Aurélie DJENAIEH, Mme Sylvette GAUTHIER, M. Emilien MICHEL et Mme Stéphanie JACOB.

Étaient excusés : Mme Cindy COLLAS procuration à Mme Stéphanie JACOB
Mme Mélissa MONMAURT procuration à Mme Sergine JANZEGERS
M. Cédric PHEULPIN procuration à M. Hugues NICOLAS

Secrétaire de séance : M. Hugues NICOLAS

N° 2020- 73 OBJET : Délibération tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU

Le Conseil Municipal du Miroir a pris une délibération prescrivant la révision générale de son PLU en date du 26 janvier 2018.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les objectifs de la révision générale du PLU de la commune du Miroir, inscrits dans cette délibération :

- De mettre en compatibilité le document d'urbanisme communal avec le Schéma de Cohérence Territoriale de la Bresse Bourguignonne (SCOT) approuvé le 26 juin 2017. Le document actuel n'est pas compatible avec le SCOT, sur les points suivants :
 - Les zones à ouvrir à l'urbanisation, dite zones AU et les zones constructibles en dehors de l'enveloppe urbaine représentent une superficie supérieure aux objectifs fixés dans le SCOT,
 - Aucun scénario de croissance démographique n'est défini,
 - Moins de 2/3 des extensions d'habitat (zones AU ou zone d'extension des Cartes Communales en dehors de l'enveloppe urbaine) sont localisées au niveau du centre-bourg et dans les hameaux principaux,
 - Une zone constructible (zones AU, dents creuses des PLU ou zone constructible des Cartes Communales) est située sur un réservoir de biodiversité.
- De valoriser le centre du village en le dynamisant et le rendant attractif,
- De diversifier l'offre de logements notamment locatifs,
- De lutter contre l'étalement urbain et le mitage, très présent sur notre commune,
- De préserver et remettre en état les continuités écologiques de la trame verte et bleue.

Monsieur le Maire rappelle les modalités selon lesquelles a été conduite la concertation, précisées également dans la délibération prescrivant la révision générale du PLU :

- affichage de la délibération du 26 janvier 2018 prescrivant la révision générale du PLU pendant toute la durée des études nécessaires,
- article spécial dans la presse locale,
- articles dans le bulletin municipal,
- distribution d'un document d'information,
- dossier disponible en mairie.

Monsieur le Maire expose les choix d'aménagement retenus dans le projet d'aménagement de la commune, ayant contribué à l'élaboration du PADD.

Plusieurs orientations qui forment l'ossature de la stratégie d'aménagement et de développement communal ont été déclinées. Ces orientations s'articulent autour de trois grands axes :

- **AXE 1 : POURSUIVRE UN DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE, CENTRALISE SUR LE BOURG DU MIROIR, CONFORTANT LA QUALITE DE VIE**

- AXE 2 : ASSURER LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS ET PAYSAGERS TYPIQUES DE LA BRESSE
- AXE 3 : RENFORCER LE TISSU ECONOMIQUE DU MIROIR A SES DIFFERENTES ECHELLES, EN S'APPUYANT SUR SON POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE STRATEGIQUE

Monsieur le Maire rappelle le débat intervenu en Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le 25 octobre 2019.

Il rappelle également que parallèlement à la révision du PLU, une procédure de Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU avait été engagée relative au projet d'extension de la zone d'activités de Milleure. L'abandon de cette procédure a été signifié lors d'une réunion de travail en date du 22 janvier 2020 avec les porteurs de projet et l'organisme compétent en matière de développement économique sur cette zone d'activités (CC Bresse Louhannaise Intercom). Les travaux relatifs à cette procédure ont de ce fait été intégrés aux études menées dans le cadre de la révision générale du PLU.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 151-1 et suivants, L 103-6, R 151-1 et suivants et R 153-3,

VU la délibération du Conseil Municipal du Miroir en date du 18 janvier 2016 prescrivant la révision générale du P.L.U. et définissant les modalités de concertation,

VU le débat au sein du Conseil Municipal du Miroir en date du 25 octobre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

VU le bilan de concertation présenté par Monsieur le Maire,

VU le projet de PLU de la commune du Miroir comprenant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement accompagné des documents graphiques, les annexes,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ARRETE** le projet de PLU, tel qu'il est annexé à la présente,
- **TIRE** le bilan de la concertation, annexé à la délibération
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.
- **PRECISE** que le projet de PLU sera communiqué pour avis :
 - aux personnes publiques associées définies à l'article L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme : Conseil régional Bourgogne Franche-Comté, Département de la Saône et Loire, chambre de commerce et d'industrie territoriale, chambre des métiers, chambre d'agriculture, SCoT Bresse Bourguignonne,
 - au Préfet de la Saône-et-Loire, en tant qu'autorité environnementale,
 - au Président de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en application de l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime,
 - à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et au Centre National de la Propriété Forestière (délégation au CRPF Bourgogne Franche-Comté) en application de l'article L.112-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dans le cas de réduction des espaces agricoles ou forestiers,
 - aux communes limitrophes, organismes et aux établissements publics de coopération intercommunales qui ont demandé à être consultés sur ce projet.
- **PRECISE** que le dossier du projet de PLU tel qu'arrêté par le conseil municipal, est tenu à la disposition du public, conformément à l'article L153-19 du code de l'urbanisme,
- **PRECISE** que la présente délibération sera transmise au Préfet, publiée au recueil des actes administratifs de la commune et fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, conformément à l'article R153-3 du code de l'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 06/11/2020

Reçu en préfecture le 06/11/2020

Affiché le 06/11/2020

ID : 071-217103001-20201021-2020_73-DE



Pour copie certifiée conforme,
Le Maire



Envoyé en préfecture le 06/11/2020

Reçu en préfecture le 06/11/2020

Affiché le 06/11/2020

SLO

ID : 071-217103001-20201021-2020_73-DE

DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE



Commune du Miroir Plan Local d'Urbanisme



BILAN DE LA CONCERTATION

DOSSIER D'ARRÊT

VERDI

PLU arrêté le :

Cachet de la mairie et signature du maire :

1 LES MODALITES DE LA CONCERTATION

Par délibération du 26 janvier 2018, le conseil municipal de la commune du Miroir a prescrit **le lancement de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme** et a défini les modalités de la concertation conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Les modalités de concertation prescrites ont été les suivantes :

- Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires ;
- Article spécial dans la presse locale ;
- Articles dans le bulletin municipal ;
- Distribution d'un document d'information ;
- Dossier disponible en mairie.

Les moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat prescrits ont été :

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture ;
- La possibilité d'écrire au maire ;
- Une réunion publique avec information préalable dans le bulletin municipal et la presse locale.

Il a été ajouté que la municipalité se réservait la possibilité de compléter par toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

La concertation s'est déroulée jusqu'à l'arrêt du projet de PLU.

2 LE DEROULEMENT DE LA CONCERTATION

2.1 L'INFORMATION LOCALE

2.1.1 L'AFFICHAGE DES DELIBERATIONS

La délibération relative à la prescription de la révision générale du PLU du Miroir, en date du 26 janvier 2018, a bien été affichée en Mairie durant toute la phase d'études du dossier.

2.1.2 LE REGISTRE

Un registre a été mis à disposition de la population, en mairie, aux heures et jours d'ouverture habituels.

Aucune remarque n'a été portée au registre.

2.1.3 LES COURRIERS

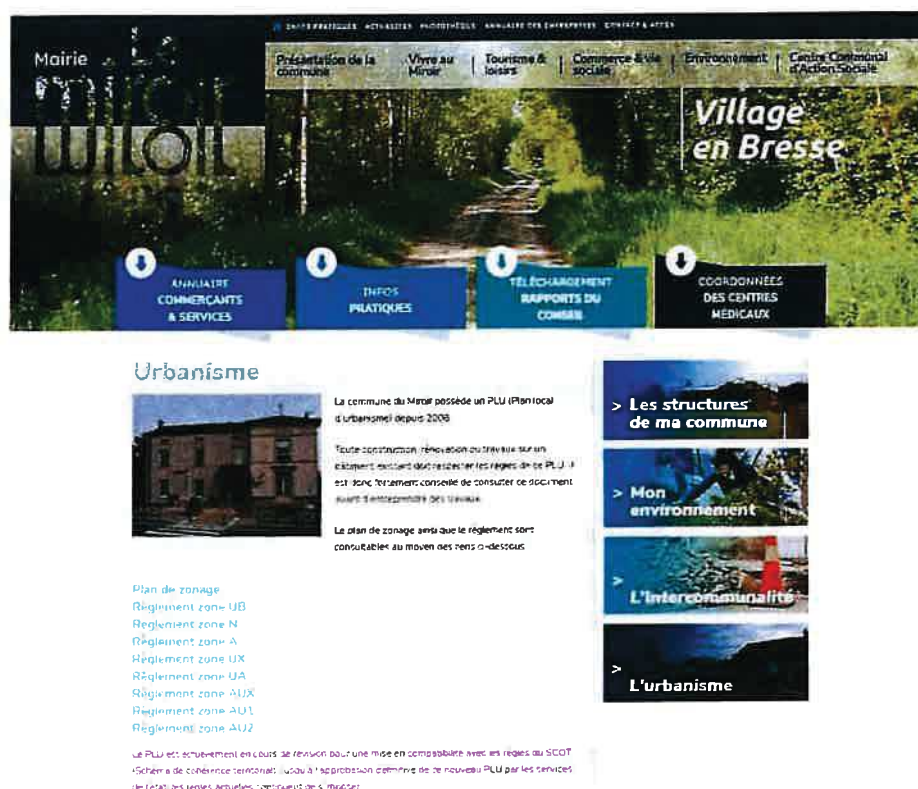
Dans le cadre de la révision du Plan Local d'urbanisme du Miroir, des expertises de zones humides ont été effectuées sur des secteurs prévus à l'urbanisation. Elles ont été réalisées courant mai.

Un courrier-type a été transmis aux propriétaires des terrains concernés afin de les prévenir du passage d'un écologue et de leur demander le libre-accès de ces sites.

2.1.4 LE SITE INTERNET

La commune du Miroir dispose d'un site internet sur lequel figure une page dédiée à la révision du Plan Local d'Urbanisme (<https://www.le-miroir.fr/urbanisme/>).

Il est rappelé que la commune dispose d'un PLU approuvé en 2008 et que celui-ci est en vigueur jusqu'à l'approbation du nouveau PLU.



La page « Urbanisme » du site internet de la commune

Commune du Miroir, URL : <https://www.le-miroir.fr/urbanisme/>

Les Miroissien(ne)s ont également accès aux comptes rendus des conseils municipaux. Plusieurs de ces comptes rendus abordent le sujet de la révision générale du PLU. Quelques exemples sont déroulés ci-après :

- Le CR du conseil municipal du 21 mai 2019 rappelle les sujets abordés dans le cadre de la réunion technique tenue le mois précédent, et présente un focus détaillé sur un point débattu en séance : le traitement du parking communal ;
- Le CR du conseil municipal du 25 octobre 2019 explique la procédure générale du PLU et introduit le débat des orientations générales du PADD qui s'est tenu durant cette séance ;
- Le CR du conseil municipal du 7 février 2020 porte sur la réintroduction de la déclaration de projet de l'entreprise INTEX dans la procédure de révision du PLU, ainsi que sur des points réglementaires ;
- Le CR du conseil municipal du 6 mars 2020 porte sur le report d'une réunion organisée avec les Personnes Publiques Associées.

2.1.5 LES PUBLICATIONS MUNICIPALES

La commune du Miroir a informé sa population de l'avancement de la révision générale de son PLU, à de multiples reprises, tout au long de la procédure d'études.

Ces informations se retrouvent notamment dans la **Lettre Municipale**, bulletin d'informations communales distribué dans les foyers miroisiers.

Quelques extraits ci-dessous illustrent cette communication :



Bulletin d'information n° 9 – mai 2018

La Lettre Municipale

Madame, Monsieur,

Le conseil municipal a, lors de sa séance du 23 mars 2018, validé le budget communal 2018. Le chantier le plus important de l'année sera l'aménagement d'un nouveau lotissement, route de Crotenots, en face de la Boutique. Le chantier devrait être terminé fin juin et les lots seront mis en vente ensuite. Pour une mise en cohérence avec le Schéma de Cohérence Territorial, notre PLU doit être révisé. Cette révision sera lancée cette année et se poursuivra en 2019 et 2020. La mise en sécurité des routes départementales ainsi que l'interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires nécessiteront une étude importante pour le réaménagement des espaces publics. Cette étude sera menée cette année et se poursuivra en 2019.

Notre budget, parfaitement maîtrisé, nous permet d'envisager les investissements futurs avec le plus grand optimisme. Les différentes études que nous mènerons dans les mois à venir nous permettront de préparer un véritable projet pluriannuel de développement de notre commune.

Nous sommes ouverts à toutes les suggestions qui nous amèneraient des idées novatrices. N'hésitez donc pas à faire part de vos remarques ou propositions aux conseillers municipaux.

Le Maire
JP RAVASSARD

Lettre Municipale de Mai 2018

Commune du Miroir



Bulletin d'information n°10 – septembre 2018

La Lettre Municipale

Madame, Monsieur,

Après cet été caniculaire, la rentrée sera, pour le conseil municipal, l'occasion de se pencher sur de nombreux projets pour l'avenir de la commune :

- La révision de notre PLU pour laquelle vous trouverez ci-après quelques explications : Cette révision est importante car elle préfigurera l'aménagement urbain de la commune pour les 15 à 20 ans à venir. Nous ne devons donc pas avoir une vision qui se restreindrait à notre seul environnement proche et à nos seuls intérêts personnels mais plutôt une vision « futuriste » tenant compte des défis environnementaux que nous aurons à relever.
- L'aménagement des espaces publics : cette étude est également importante et fait partie des projets d'avenir pour l'aménagement de la commune. Là aussi, une vision à long terme est nécessaire et elle devra être largement intégrée dans nos discussions sur le PLU. Les questions à nous poser sont les suivantes : à quoi voulons-nous que notre commune ressemble dans 15 ans ? Comment embellir le bourg tout en renforçant la sécurité pour les riverains, notamment en termes de sécurité routière sur les deux axes principaux qui la traversent ?
- La mise en œuvre du Règlement de défense extérieure contre l'incendie qui nous permettra de définir les moyens à mettre en œuvre pour la défense incendie sur la commune.
- Nous continuons par ailleurs à travailler sur la transition pour pallier à l'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires dans les espaces publics.
- Une étude a enfin été lancée, en collaboration avec l'Agence Technique Départementale de Saône-et-Loire, sur la maîtrise de nos dépenses énergétiques.

Toutes ces réflexions prennent du temps mais ce temps est nécessaire pour proposer des solutions efficaces à nos problèmes. Nous vous rendrons compte, au fil de nos parutions, de l'avancement de tous ces travaux.

Le Maire,

JP RAVASSARD

Lettre Municipale de Septembre 2018

Commune du Miroir

2.2 LA PRESSE LOCALE

En sus des articles d'informations transmis par la commune du Miroir aux médias locaux (y compris la presse locale) présentés en page 5 de ce document, plusieurs articles de presse ont informé la population locale de l'avancée des travaux sur le PLU.

Quelques extraits des titres d'articles parus dans la presse locale :

Le Miroir | Urbanisme

Un plan local d'urbanisme ambitieux pour Le Miroir sur dix ans

La municipalité du Miroir, qui a engagé la révision de son Plan local d'urbanisme, a fait un état des lieux lors d'une réunion publique organisée vendredi soir

Par **Pascale FOURNIER (CLP)** 23 sept. 2019 à 05:00 | mis à jour à 08:32 - Temps de lecture : 2 min

Extrait titré de l'article paru au Journal de Saône-et-Loire (JSL) en date du 23/09/2019

Journal de Saône-et-Loire, Septembre 2019

Le Miroir | Urbanisme

Développement urbain : que prévoit le plan ?

La révision du plan local d'urbanisme est en cours et les Miroisiens ont été informés de son évolution lors d'une réunion publique. Les grandes orientations du développement urbain du village ont ainsi été données

Par **Pascale FOURNIER (CLP)** 16:25 | mis à jour à 19:22 - Temps de lecture : 2 min

Extrait titré de l'article paru au Journal de Saône-et-Loire (JSL) en date du 20/10/2020

Journal de Saône-et-Loire, Octobre 2020

2.3 LES REUNIONS PUBLIQUES

Deux réunions publiques ont été organisées dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme :

- Une première réunion en phase diagnostic, le vendredi 20 septembre 2019
- Une seconde réunion en phase règlementaire, le mardi 13 octobre 2020

Soit une réunion publique supplémentaire par rapport aux modalités de la concertation prises le 26 janvier 2018.

La première réunion a permis de présenter à la population :

- Le contexte de la révision du PLU, à savoir la mise en compatibilité avec le SCoT de la Bresse Louhanaise ;
- Les objectifs généraux de la révision tels qu'ils apparaissent dans la délibération de prescription du 26 janvier 2018 ;
- Le cadre règlementaire du PLU (objectif, portée, pièces constitutives...)
- Les enjeux du diagnostic territorial.

réunion publique PLU

mairie <mairie.miroir147@orange.fr>

mardi 10 septembre 2019 à 09:51 

À : Pascale FOURNIER , INDEPENCANT , JSL - JSL LOUHANS , radiobresse , Nicolas RODOT

 20190910094709.pdf
191 Ko

Bonjour,

Pouvez-vous diffuser l'information concernant la réunion publique pour le PLU qui aura lieu le vendredi 20 septembre 2019 à 20h00 à la salle polyvalente de LE MIROIR?

Ci-joint l'affiche.

Cordialement.

La Secrétaire
Laura MEUNIER

MAIRIE
1597 Route de Cuiscaux
71480 LE MIROIR

Tél : 03 85 76 71 32
mairie.miroir147@orange.fr

I Extrait du mail transmis aux médias locaux pour information de cette réunion publique
Mairie du Miroir

La seconde réunion a permis de présenter à la population :

- Un résumé des étapes qui ont été franchies depuis la dernière réunion publique ;
- Un rappel des grands axes du PADD
- La traduction réglementaire (OAP, plan de zonage, règlement écrit) de ces orientations.

La seconde réunion publique s'est déroulée dans un contexte sanitaire particulier qui est celui du COVID-19.
La commune a pris toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnes présentes (distanciation sociale, gel, port du masque...)
Au vu des règles sanitaires en vigueur dans le département de Saône-et-Loire, le nombre de personnes admises lors de cette réunion a été réduit à moins de 30. Une lettre communale a été diffusée à l'ensemble des habitants afin de les prévenir de la tenue de l'enquête publique et de la nécessité de s'inscrire au préalable.

Révision PLU

mairie <mairie.miroir147@orange.fr>

lundi 28 septembre 2020 à 15:56  envoyés

À : Pascale FOURNIER , INDEPENCANT , JSL - JSL LOUHANS , radiobresse , Nicolas RODOT - indépendant

 vous avez transféré ce message

Bonjour,

Pouvez-vous diffuser l'information suivante?

« La commune du Miroir poursuit la révision de son PLU.

Une réunion publique est organisée le mardi 13 octobre (20h) à la salle polyvalente du Miroir pour présenter aux habitants le PLU avant son arrêt-projet : le règlement, le plan de zonage, etc.

Afin de respecter les conditions sanitaires en vigueur dans le Département, il est rappelé que la participation du public devra être limitée à moins de 30 personnes. Il est fortement recommandé aux personnes souhaitant participer de s'inscrire en contactant la mairie du Miroir au 03.85.76.71.32. »

Merci d'avance.

La Secrétaire
Laura MEUNIER

MAIRIE
1597 Route de Cuiseaux
71480 LE MIROIR

Tél : 03 85 76 71 32
mairie.miroir147@orange.fr

Extrait du mail transmis aux médias locaux pour information de cette réunion publique
Mairie du Miroir

Envoyé en préfecture le 06/11/2020

Reçu en préfecture le 06/11/2020

Affiché le 06/11/2020

SLO

ID : 071-217103001-20201021-2020_73-DE



Affichage public informant de la tenue de la réunion publique du 13 octobre 2020

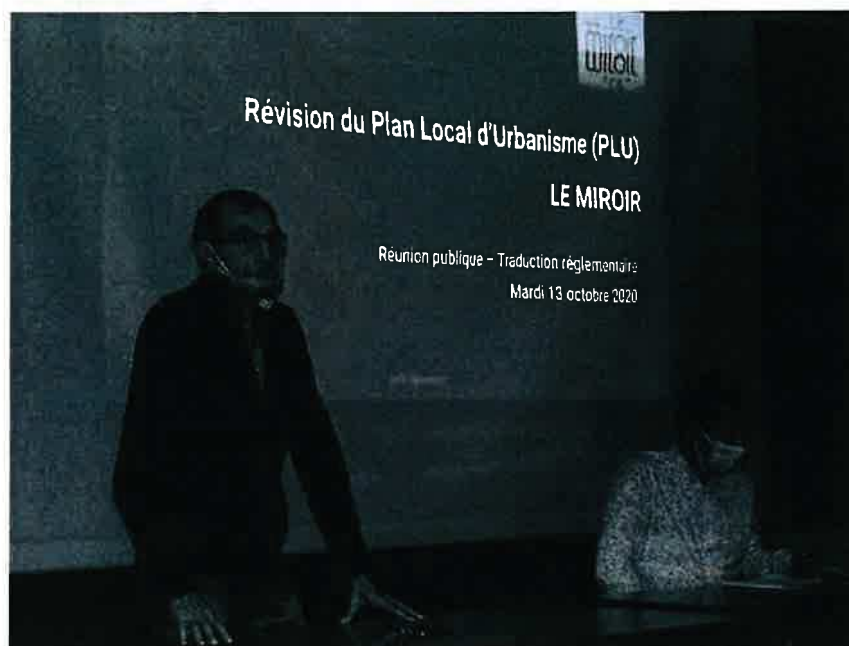
Verdi Ingenierie





Réunion publique du 20 septembre 2019

Mairie du Miroir



Réunion publique du 13 octobre 2020

Mairie du Miroir

3 CONCLUSION

Au regard du présent bilan, il apparaît que les modalités de concertation définies lors de la délibération du 26 janvier 2018 ont été mises en œuvre tout au long de la procédure d'études.

Conformément à l'article L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de la concertation ont permis, « *pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.* »

Ce bilan est validé par la présente délibération du 21 octobre 2020, laquelle arrête également le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme.

Envoyé en préfecture le 06/11/2020

Reçu en préfecture le 06/11/2020

Affiché le 06/11/2020

SLO

ID : 071-217103001-20201021-2020_73-DE



Commune du Miroir

Mairie du Miroir

1597 Route de Cuiseaux
71480 LE MIROIR
03 85 76 71 32

VERDI

VERDI Ingénierie Bourgogne Franche-Comté

SIÈGE SOCIAL : 2 rue de Fontaine les Dijon | 21000 Dijon | Tél. 03 80 72 39 42 | bourgognefranchecomte@verdi-ingenierie.fr

SAS au capital de 50 000 € | SIRET 487 892 101 00030 RCS DIJON | APE 7112B | TVA Intracommunautaire FR 53 487892101

AGENCE : 13 avenue Aristide Briand | 39100 Dole | Tél. 03 84 79 02 57

www.verdi-ingenierie.fr

VERDI Ingénierie Rhône-Alpes

SIÈGE SOCIAL : 1 rue Conrad Killian | 38950 Saint-Martin-le-Vinoux | Tél. 04 76 04 04 40 | rhonealpes@verdi-ingenierie.fr

SAS au capital de 50 000 € | SIRET 492 469 705 00049 RCS GRENOBLE | APE 7112B | TVA Intracommunautaire FR 90 492469705

AGENCES : chemin des Vignes | 01500 Château-Gaillard

64 avenue Leclerc | 69007 Lyon | Tél. 04 37 66 42 31

25 C rue de la République | 42000 Saint-Étienne

www.verdi-ingenierie.fr

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL de la Commune LE MIROIR
Séance du 5 novembre 2021**

Date de convocation : 29/10/2021 Nombre de conseillers en exercice : 14 Présents : 9

L'an deux mille vingt-et-un et le cinq novembre à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal du **MIROIR** s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Philippe CAUZARD.

Etaient présents : M. Philippe CAUZARD, M. Éric BOULLY, M. Hugues NICOLAS,
Mme Cindy COLLAS, M. Cédric PHEULPIN, Mme Aurélie DJENAIH,
Mme Sergine JANZEGERS, M. Bernard GAUTHIER et Mme Stéphanie JACOB,

Étaient excusés : Mme Sylvette GAUTHIER a donné un pouvoir à M. Bernard GAUTHIER
M. Romain RODOT
Mme Virginie SIMONIN
Mme Mélissa MONMAURT et
M. Emilien MICHEL

Secrétaire de séance : M. Hugues NICOLAS

.....
**N° 2021 – 66-1 OBJET : Approbation déclassement d'une partie de la voie communale VC7
dite Route de la Chagne**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 28 mai 2021, a été demandé le déclassement d'une partie de la voie communale VC7 dite Route de la Chagne.

Une enquête publique préalable à ce déclassement a été effectuée du 02/09/2021 au 16/09/2021.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré à l'unanimité ;

Considérant qu'il y a lieu de faire aboutir ce projet,
Vu l'avis favorable du Commissaire Enquêteur,

• **DECIDE** le déclassement d'une partie de la voie communale VC7 dite Route de la Chagne sur 270mètres depuis la route départementale n°972.

• **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour procéder aux démarches et formalités nécessaires et signer tous actes et pièces

Envoyé en préfecture le 08/11/2021
Reçu en préfecture le 08/11/2021
Affiché le 08/11/2021
ID : 071-217103001-20211105-66-1-DE



Pour copie certifiée conforme,
Le Maire



**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL de la Commune LE MIROIR
Séance du 19 novembre 2021**

Date de convocation : 15/11/2021 Nombre de conseillers en exercice : 14 Présents : 10

L'an deux mille vingt-et-un et le dix-neuf novembre à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal du **MIROIR** s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Philippe CAUZARD.

Étaient présents : M. Philippe CAUZARD, M. Éric BOULLY, M. Hugues NICOLAS, Mme Cindy COLLAS, M. Cédric PHEULPIN, Mme Aurélie DJENAIEH, M. Romain RODOT, Mme Sergine JANZEGERS, M. Bernard GAUTHIER et Mme Sylvette GAUTHIER

Étaient excusés : Mme Virginie SIMONIN a donné un pouvoir à M. Philippe CAUZARD
Mme Stéphanie JACOB
Mme Mélissa MONMAURT et
M. Emilien MICHEL

Secrétaire de séance : M. Hugues NICOLAS

.....
N° 2021 – 70 OBJET : Urbanisme : Approbation du PLU de la commune du Miroir

Rapporteur :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la révision du plan local d'urbanisme a été mise en œuvre et l'état d'avancement de la procédure,

NOTE DE SYNTHESE

Rappel de la procédure

Le Conseil municipal du Miroir a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme par délibération en date du 26 janvier 2018.

Sur la base du diagnostic communal, qui a mis en évidence les enseignements et les enjeux du territoire, et des objectifs de la délibération prescrivant la révision du PLU, les élus ont œuvré à l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Les orientations générales du PADD ont été débattues le 25 octobre 2019. Aucune opposition n'a été formulée à l'issue de ces débats. La traduction réglementaire du PADD a été formalisée dans le projet PLU arrêté par délibération du Conseil municipal en date du 21 octobre 2020.

En application des dispositions des articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, le Conseil municipal a assuré une large information et une participation de la population durant toute la période de révision du PLU. Tout au long de la procédure, une concertation élargie a été rythmée à la fois par des réunions avec les habitants avec la réalisation de documents d'information. La délibération du Conseil municipal en date du 21 octobre 2020 a également permis de tirer le bilan de la concertation relative à la révision du PLU.

Traduction des orientations générales du PADD :

Les orientations générales du PADD s'organisent autour de 3 grands axes, comme suit :

- Poursuivre un développement urbain maîtrisé, centralisé sur le bourg du Miroir, confortant la qualité du cadre de vie ;
- Assurer la présentation des milieux naturels et paysagers typiques de la Bresse ;

- Renforcer le tissu économique du Miroir à ses différentes échelles, en s'appuyant sur son positionnement géographique stratégique.

Chacune des orientations déclinées dans ces axes trouve sa traduction réglementaire dans le Plan Local d'Urbanisme, que ce soit au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation, du plan de zonage et/ou du règlement écrit.

Transmission du dossier PLU arrêté aux Personnes Publiques Associées et enquête publique :

Conformément à l'article 153-16 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU arrêté a été transmis aux personnes publiques associées et communes limitrophes. Sur les 30 courriers adressés aux personnes publiques associées ou personnes publiques consultées, 11 ont donné une réponse, à noter qu'aucune commune limitrophe n'a répondu. Les retours d'avis sont favorables et font état de nombreuses observations, remarques, suggestions, réserves.

Le 16 février 2021, le Tribunal Administratif de Dijon a désigné Monsieur Jean-Claude Chevrier, en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique. L'enquête publique s'est déroulée du lundi 26 avril 2021, 09h00, au vendredi 04 juin 2021, 12h00, soit 40 jours consécutifs.

Selon les conclusions du rapport du Commissaire enquêteur, « cette révision apparaît opportune et pertinente pour assurer la mise en compatibilité avec le SCOT, mais aussi pour revaloriser le centre bourg, diversifier l'offre de logements, lutter contre l'étalement urbain et permettre de définir les objectifs essentiels en matière de développement du territoire ». « Globalement le dossier soumis à enquête publique est de qualité et d'une lecture adapté à l'usage du public malgré quelques imperfections et malgré les nombreuses remarques des personnes publiques associées pour lesquelles le maître d'ouvrage s'engage à les lever ou les justifier. A noter que tous les avis des PPA sont favorables au projet ; qui porte une attention particulière aux enjeux environnementaux contemporains.

Les zones U et AU sont considérablement réduites, elles passent de 218 ha en 2008 à 62 ha en 2020, soit moins 156 ha, ce qui limite le mitage mais ce qui constitue l'inconvénient majeur du projet limitant considérablement les propositions de terrain à bâtir ».

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au PLU.

Adaptations et finalisation du dossier PLU en vue de l'approbation en Conseil Municipal

Le projet de PLU arrêté, au vu des avis des PPA et des conclusions du commissaire enquêteur, est modifié suivant les décisions et les échanges effectués avec les élus de la commission urbanisme. Les pièces du PLU sont ainsi complétées et corrigées en conséquence.

Ces modifications apportées ne sont pas de nature à remettre en cause, ni les orientations générales du PADD, ni l'économie générale du PLU.

Elles visent d'une manière générale à améliorer la lisibilité des pièces et la compréhension du projet communal dans sa vision d'ensemble ; à compléter la prise en compte de l'environnement et la protection écologique des éléments constitutifs de la trame verte et bleue ; à intégrer les modifications du projet d'extension de la société Intex au sein de la zone d'activités économique de Milleure ; à prendre en compte les besoins d'évolution des entreprises artisanales et de petite industrie davantage isolées ; à compléter le rapport de présentation et à rectifier certaines erreurs ou incohérences entre les différentes pièces du dossier.

Le projet du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Miroir est maintenant prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du Code de l'urbanisme.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-21 et L.153-22, R.153-20 et R.153-21,

VU la délibération du Conseil municipal du Miroir en date du 26 janvier 2018 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation,

VU le débat au sein du Conseil municipal du Miroir en date du 25 octobre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

VU la délibération du Conseil municipal du Miroir en date du 21 octobre 2020 arrêtant le projet de révision du PLU du Miroir et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté n°2021-24 du Maire du Miroir en date du 06 avril 2021 soumettant à enquête publique le projet de révision du PLU de la commune du Miroir,

VU les avis de la Préfecture de la Saône-et-Loire et des autres Personnes Publiques Associées,

VU le rapport d'enquête publique à laquelle il a été procédé du 26 avril 2021 au 04 juin 2021 et les conclusions motivées avec un avis favorable du Commissaire Enquêteur,

VU le projet de PLU de la commune du Miroir comprenant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement accompagné des documents graphiques, les annexes,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** d'approuver le projet de PLU de la commune du Miroir,

Conformément à l'article R.153-21 du Code de l'urbanisme, le dossier du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Miroir est tenu à la disposition du public :

- à la mairie du Miroir ;

La présente délibération sera exécutoire après accomplissement de la dernière des mesures de publicité conformément à l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme ; la date à prendre en compte pour l'affichage à la mairie du Miroir étant celle du premier jour où il est effectué.

La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités susvisées.

• **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 26/11/2021

Reçu en préfecture le 26/11/2021

Affiché le 26/11/2021.

ID : 071-217103001-20211119-2021_70-DE



Pour copie certifiée conforme,
Le Maire

